



© Pierre Galliot - Région Normandie

Jean-Pierre Lacroix et Valérie Gauthier

### « Les études statistiques montrent que plus il y a de femmes, meilleurs sont les résultats, il y a moins d'exploitation et d'abus »

Lise Howard

l'ONU dans la capitale. « Face à ces menaces, il faut continuer de dialoguer, de trouver des solutions avec des alliés locaux, des leaders politiques, religieux ou des jeunes pour changer le discours public » assure-t-elle.

La politologue américaine revient brièvement sur la mission multidimensionnelle en Namibie en 1989-1990, dont le but était de « changer l'ambiance politique d'un pays à l'histoire complexe (génocide, apartheid, guerre civile) mais avec beaucoup de ressources et une transition démocratique post-coloniale difficile ». « C'est pour cela qu'il était important de parler directement aux Namibiens et voir ce qu'ils attendaient des Casques bleus », conclut-elle.

Face à la désinformation croissante permise par les NTIC (Technologies de l'information et de la communication) et les réseaux sociaux, Jean-Pierre Lacroix soutient qu'il « faut être proactif dans la



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

communication, raconter les histoires positives et mieux détecter les infox ». Caroline Ziadeh revient sur la campagne de désinformation dont a été victime un de ses collègues, accusé à tort en 2018 d'être un espion russe, ayant « nécessité une campagne de clarification et d'investissement dans le fact-checking pour avoir des mécanismes de défense ». Satu Koivu reprend les arguments des autres fonctionnaires internationaux, estimant qu'il « y a une responsabilité de mener le narratif, de vérifier les faits, pour que les gens comprennent l'action des Casques bleus ».

La diplomate en poste à Pristina s'emploie ensuite à détailler les efforts pour recréer la confiance en sa mission, notamment la réunion d'acteurs de la société civile kosovare pour inaugurer « le centre Barabar, un lieu de dialogue et d'échange intercommunautaire ». À son tour, la commissaire de police justifie l'élaboration de divers « comités sur la santé, la gestion de crise, etc. pour trouver des solutions à tous les défis ».

Jean-Pierre Lacroix tient enfin à souligner l'importance d'inclure les femmes dans tous ces processus, « car cela améliore considérablement l'environnement de travail des missions et les populations vulnérables sont majoritairement des femmes qui ne veulent plus voir d'hommes armés ». « Les études statistiques montrent que plus il y a de femmes, meilleurs sont les résultats, il y a moins d'exploitation et d'abus » poursuit Lise Howard. « Malheureusement, la Chine et la Russie bloquent souvent les résolutions du Conseil de sécurité qui incluent le droit des femmes, donc on est obligé de passer par l'Assemblée générale pour voter les résolutions ».

Le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix conclut cette discussion en expliquant que « bien que les missions ne soient pas équipées pour lutter contre le réchauffement climatique, il a un impact majeur sur les conflits avec la raréfaction des ressources et nous devons le prendre en compte ».

## RÉSISTANCES AFRICAINES

Le 29 septembre, 14h-15h30 - Salle Nacre



© Pierre Galliot - Région Normandie

Drissa Traoré, Niagalé Bagayoko, Sonia Le Gourriellec, Didier Awadi et Newton Ahmed Barry

### Lutter contre les impérialismes et les dictatures

Alors que les coups d'État se multiplient en Afrique - Mali, Burkina Faso, Tchad, Niger, Gabon - depuis deux ans, le continent connaît une nouvelle vague de contestations populaires, annonce Sonia Le Gourriellec. Mais « comment et contre qui s'organisent ces résistances aujourd'hui ? ».

Musicien et activiste sénégalais, Didier Awadi précise que toutes les résistances sont différentes, qu'elles soient culturelles, politiques ou armées. Après avoir longtemps lutté pour un pluralisme politique dans son pays, le rappeur explique qu'il faut aujourd'hui lutter contre tous les modèles qu'on impose, contre l'impérialisme, contre le populisme et pour l'Afrique.

Pour comprendre les troubles politiques en Afrique, Newton Ahmed Barry affirme qu'il

faut regarder le profil et la rhétorique des insurgés et de leurs partenaires. Au Burkina Faso, trois insurrections ont marqué le pays depuis 25 ans : la première en 1998, suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, était liée aux atteintes à la liberté de la presse ; la seconde en 2011-2014 était motivée par un besoin de respect pour la démocratie ; la troisième en 2022 était quant à elle une insurrection du désespoir face à l'avènement du terrorisme dans le pays.

**« Tous ces coups d'État militaires sont les conséquences des coups d'État institutionnels »**

Didier Awadi

## MODÉRATRICE :

**Sonia Le Gouriellec**, maîtresse de conférences à l'université catholique de Lille

## INTERVENANTS :

**Didier Awadi**, musicien et activiste sénégalais

**Niagalé Bagayoko**, présidente d'African Security Network

**Newton Ahmed Barry**, journaliste engagé en faveur de la liberté d'expression, ancien président de la CENI (Burkina Faso)

**Drissa Traoré**, chargé du programme Sahel à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

Dans ce contexte politique tendu, Drissa Traoré s'inquiète d'abord des répercussions sur le respect des droits humains. Même si les coups d'État invoquent officiellement des menaces sécuritaires et impérialistes, en plus de la faillite des élites politiques et des échecs de la démocratie, il faut s'assurer que l'espace civique et démocratique ne soit pas trop rétréci. Résister, c'est « *trouver comment arrêter les effets néfastes de ces coups d'État et des politiques multilatérales* », explique-t-il.

Pour la politologue française Niagalé Bagayoko, chaque événement politique doit être analysé dans son contexte propre et sans généralisation. Le coup d'État au Tchad en avril 2021 marque cependant un tournant car il n'a pas été reconnu comme tel par la France et l'Union africaine (UA). La non-intervention des forces armées françaises au Tchad et l'absence de sanctions prononcées par l'UA ont créé un précédent pour le continent. Les coups d'État se sont enchaînés très vite après : au Mali en mai 2021, en Guinée en septembre 2021, au Soudan en octobre 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022, au Niger en juillet 2023, au Gabon en août 2023... Ces derniers renversements bénéficient par ailleurs d'un certain soutien populaire, ce qui suggère une importante vague autoritaire et nationaliste. Ces militaires incarnent en effet une rupture avec l'ordre démocratique libéral imposé de l'extérieur en plus d'un patriotisme qui ferme les yeux sur les mesures attentatoires à la liberté et d'un fort conservatisme social. Il faut aus-

si arrêter de voir une ingérence russe dans tous ces événements, cela fait écho aux discours néo-panafricanistes qui blâment systématiquement la France mais c'est insultant car cela suggère que les acteurs africains ne sont que des marionnettes alors qu'ils ont leurs propres agendas et leurs propres calculs opportunistes. Pour Niagalé Bagayoko « *il faut lire l'attractivité des puissances qui constituent des repoussoirs de l'Occident à la lumière de ce conservatisme et ce nationalisme* ». Que cela soit la Russie, les islamistes armés ou les conservateurs religieux, musulmans, pentecôtistes ou évangélistes, l'influence d'acteurs alternatifs est croissante en Afrique.

**« Il faut laisser les peuples africains décider de leur démocratie, de leurs valeurs et de leurs principes »**

Drissa Traoré

« *Tous ces coups d'État militaires sont les conséquences des coups d'État institutionnels* », complète Didier Awadi. Au Mali, en Guinée-Conakry ou au Burkina Faso, la démocratie n'a pas été respectée par le pouvoir et quand un président veut s'éterniser au pouvoir, la nouvelle jeunesse



Niagalé Bagayoko

© Pierre Galliot - Région Normandie

africaine dit non. Mais si les militaires en profitent toujours pour s'arroger le droit de régler le problème, le musicien tient à convoquer une citation du leader burkinabè Thomas Sankara : « *Un militaire sans formation politique et idéologique est un criminel en puissance* ».

Drissa Traoré, souligne avec pessimisme la cyclicité de ces coups d'État en Afrique, qui se répètent malgré les périodes de transition politique et les élections démocratiques. « *Sans bafouer les droits humains, il faut laisser les peuples africains décider de leur démocratie, de leurs valeurs et de leurs principes* », martèle-t-il.

Newton Ahmed Barry rappelle quant à lui que chacun de ces bouleversements doit être apprécié au cas par cas, qu'il n'y a pas d'éléments matriciels qui permettent d'argumenter et de souligner les points de fracture communs. « *Il n'y a pas de démocratie à l'africaine ou à l'occidentale, ça n'est qu'une valeur de gouvernance ; le vrai problème c'est que l'Afrique a des démocraties sans démocrates.* » finit-il.

Dans ces contextes difficiles, « *la musique est un outil de combat* », souligne le musicien sénégalais, « *on y défend les idées de Sankara, Nkrumah, Fanon ou encore Malcolm X et les gens au pouvoir aujourd'hui en sont abreuvés* ». Ce sont ces mêmes personnes qui utilisent ces idées pour définir un nouveau panafricanisme populiste. On retrouve ces mêmes popu-



Newton Ahmed Barry

© Pierre Galliot - Région Normandie

lismes en Europe et aux États-Unis, qui nous accusent de sentiments anti-français alors que ce sont avant tout des sentiments anti-Françafrique. Nous nous opposons au modèle néocolonialiste, pas à la France et aux Français.

**« La plupart des opposants aux régimes africains sont devenus eux-mêmes des dictateurs, d'où la méfiance des citoyens »**

Drissa Traoré

Suite à une question du public, Niagalé Bagayoko revient sur le rejet général des classes politiques africaines, causé par les perpétuels jeux d'alliance et les aller-retours du pouvoir avec les oppositions, qui révèle le recyclage sans fin d'une même élite. De plus, il y a une certaine absence de fonction programmatique aux partis politiques africains qui jouent autant sur l'appartenance identitaire et communautaire que sur le rapport à l'international ou des obédiences socialistes et libérales. « *La plupart des opposants aux régimes africains sont devenus eux-mêmes des dictateurs, d'où la méfiance des citoyens* » ajoute Drissa Traoré. En Afrique on ne vote pas, les populations ne participent pas vraiment au choix du président, en atteste les taux de participation qui ne dépassent pas 30 % au Mali. « *On n'a pas trouvé la formule pour intéresser les gens, et surtout les jeunes, aux élections* » renchérit Newton Ahmed Barry, ce qui fait que « *le matelas de légitimité des élus n'est pas assez épais* ». Sonia Le Gouriellec conclut ce débat en rappelant l'importance de la pédagogie pour dépasser ces crises : « *s'éduquer c'est résister* », professe-t-elle.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube